



Madame la Ministre,

Nous sommes sincèrement navrés de faire irruption dans votre période de repos et de retrouvailles avec votre Guyane natale. Cette Guyane que vous avez eu plaisir à décrire avec fraîcheur en évoquant la vie rue Trois cases à Cayenne sur nos ondes nationales. Cette Guyane qui aime à se laisser bercer avec régularité par les alizés. Ces alizés qui ne connaissent pas la colère, nous les envions. Nous préférerions dormir dans un hamac suspendu au goût du moment plutôt que de nous réfugier derrière des barreaux.

Des barreaux qui devraient évoquer des périodes détestables et qui finissent par appartenir à un décor qui nous rassure.

Ils nous rassurent à tel point que nous sommes en colère lorsque quelque malappris décide de les rompre pour venir violer notre espace privé. Il s'agit effectivement de violation de l'intimité lorsque vous êtes subitement privé d'un bijou à la valeur sentimentale, de photos de famille ou de voyage ou plus grave de données confidentielles disparues avec l'informatique qui les contenaient. Tout ça pour quelques dizaines d'euros qui vont alimenter des chaînes de commerce souterrain.

Le paysage de cette Guyane contemporaine devient trop sale et décourageant ; il faut se ressaisir pour le restaurer.

Restaure l'envie d'y travailler ou de venir y travailler. Restaurer le droit à y vivre tranquillement. Notre droit, c'est le refus du progrès par le négatif, c'est le refus de subir des hordes d'oisifs perpétuellement posés comme des chancres pour vous surveiller et profiter de la bonne occasion d'une arnaque. Le harcèlement sexuel a été déclaré hors-le-droit, le harcèlement contre la liberté de vivre paisiblement doit être lui aussi puni. Cette tâche de restauration est certes devenue compliquée parce que les causes racines sont multiples et anciennes.

On est vite réduit à donner un bon coup de poing comme fin 2006 après que les instances ministérielles nous aient écoutés. Nous assistons là à la démonstration qu'à force de gérer nos règles via des lois respectueuses des droits de l'homme nous nous faisons déborder par la loi des gêneurs.

Impunité : « L'impunité est le ciment de la violence organisée », précise Cécile Marotte, auteur de plusieurs ouvrages sur les problématiques des droits de l'homme.

Nous refusons que les gêneurs se retrouvent facilement en position de faire valoir des latitudes de comportement au détriment de la liberté des honnêtes gens.

Nous en sommes à ce stade parce que le mélange de cultures et donc d'échelle des valeurs a généré une diversité élargie d'interprétations des règles préexistantes. Cette diversité est plus prégnante en Guyane qui aime la convoitise de gens qui sont contraints à subir sans plainte des jougs autoritairement entretenus.

Nous sommes en overdose de manque de respect de l'ordre, des forces qui le gardent, des adultes qui sont là pour montrer le bon chemin. Overdose de démographie qui ne débouche sur rien de constructif pour notre région qui dispose comme ailleurs de cerveaux brillants mais qui pour beaucoup préfèrent s'investir sous des cieux meilleurs garants d'avenir.

Le pouvoir a donc été réduit à frapper fort contre cette poussée de fièvre délinquante il y a six ans. C'est paradoxal avec le fait que l'on refuse aux enseignants ou aux parents de frapper, même légèrement pour être écoutés.

Textes : les textes justifient même que l'on traduise ces derniers au tribunal. Le système est dérégulé et des moyens d'action qui avaient fait leurs preuves ont été supprimés ou étouffés. Voir la disparition malgré les promesses de la BPDJ et les manques de moyens de la PJJ. L'existence même de ces entités prouve bien qu'il y a un correctif, un rattrapage à opérer à l'encontre des institutions. Nous entretenons l'échec scolaire, c'est un non sens qui induit nombre de travers postérieurs.

Madame la Ministre, nous souhaitons que nos nouveaux gouvernants entreprennent les réformes qui permettront de définir à moyen terme les diverses voies de restauration d'un cadre de vie normale et d'une structure socio-économique prospère.

La Guyane, comme souvent a besoin de mesures spécifiques, elle doit s'attacher à la stabilisation de la démographie et à l'obtention de meilleurs taux de réussite des enseignements de tous niveaux.

Guy Carreno, président

Jean-Luc Mauboussin, vice-président

le lundi 6 août 2012.